



Bernard Debré, né le 30 septembre 1944 à Toulouse, est un urologue et homme politique français. Il est député de 1986 à 1994 et de 2004 à nos jours. Il a été ministre et maire d'Amboise. Il est le fils de Michel Debré, premier Premier ministre de la Vème république française, et est le frère jumeau de Jean-Louis Debré, ancien président de l'Assemblée nationale

Lettre ouverte de Bernard Debré à François Hollande

Monsieur le Président de la République,

Vous avez, lors de l'un de vos déplacements, avant la fin définitive de votre mandat, demandé que les candidats à votre succession soient exemplaires.

Cela nous changera de votre quinquennat dont voici quelques rappels.

Après avoir abandonné la mère de vos enfants, Ségolène Royal, qui ne supportait plus vos incartades, vous avez été élu avec comme « amie », pour ne pas utiliser le mot « maitresse », Valérie Trierweiler. Aucun lien officiel ne vous liait à elle, ni le mariage ni le PaCS ni le concubinage notoire. Rien. Mais elle a revendiqué le rôle de première dame, rôle qui n'existe pas dans notre République. Dès la Place de la Bastille pour fêter votre élection, elle a commencé à faire des siennes. Après avoir embrassé Ségolène Royal sur les deux joues, elle a exigé, elle, d'être embrassée sur la bouche. La France a souri, avec tristesse.

Mais elle a continué. Vous souteniez Ségolène Royal aux dernières élections législatives. Par jalousie, elle a soutenu Olivier Falorni. Passons. Elle vous a accompagné dans vos voyages officiels et a bénéficié d'avantages importants conférés normalement à l'épouse du chef de l'État: voiture avec chauffeur, gardes du corps, services de l'Élysée mis à sa disposition... Elle a fait dépenser à l'État de grosses sommes, tout en étant uniquement votre maitresse.

Puis, patatra, le magazine Closer a dévoilé une autre de vos liaisons: Julie Gayet. Votre photo à l'arrière d'un scooter, casqué pour ne pas être reconnu, les policiers en faction rue du Cirque, d'autres vous livrant le matin des viennoiseries pour le petit-déjeuner... cet épisode a fait rire (jaune) la France. Votre histoire devenant véritablement minable et surtout très loin de l'exemplarité que vous prônez maintenant. C'est moins votre infidélité que l'utilisation des fonds publics et des services de police formé pour assurer votre sécurité, qui choque. Jamais ils n'ont été formés pour apporter des croissants ou pour surveiller que vos ébats ne soient pas perturbés!

Quant à la « première maitresse », elle a été licenciée par un communiqué honteux nécessitant une prise en charge de celle-ci par des médecins et même une hospitalisation. Mais elle s'est vengée en écrivant un livre ravageur où votre exemplarité a à nouveau été mise à mal: « Merci pour ce moment ». Elle était donc bien votre maitresse, ayant été remerciée par un simple communiqué de presse laconique, ce qui n'aurait jamais été le cas pour une épouse une femme PaCSée.

Dans le livre de Valérie Trierweiler, les Français ont découvert avec stupéfaction que vous traitiez les pauvres de « sans-dents ». Jolie formule dans la bouche d'un Président de la République.

La première maitresse exécutée, après avoir couté des fortunes aux contribuables, il faut bien maintenant s'occuper de la seconde. Je ne sais pas combien elle « coûte » non pas à vous qui ne payez rien, mais à l'État. Le chiffre de 400 000 euros par an a été avancé s'agissant seulement de sa protection. Dans un autre pays, et je pense notamment aux USA, vous auriez été destitué.

Passons aux autres dépenses, comme celles de votre coiffeur personnel. Il dit avoir beaucoup de mal pour rendre votre « opulente » chevelure présentable. Il ne coûte que 9 000 euros par mois, c'est-à-dire 540 000 euros pour la totalité de votre quinquennat. Il faut bien que vous soyez présentable. Mais avouez que c'est une somme loin de l'exemplarité que vous prônez.

Pendant votre mandat, vous avez aussi reçu régulièrement deux journalistes. Des dizaines d'heures de conversation enregistrées avec votre accord. Il en est sorti un livre: « Un président ne devrait pas dire ça... ». Vous y dites du mal de vos collaborateurs, de vos ministres – même du premier ! – et surtout des juges... Bravo, car les conversations sont réelles et confirmées par les enregistrements. Un Président de la République a-t-il le devoir de dire ce que vous avez dit ? Est-ce véritablement exemplaire ? D'ailleurs ce livre, qui a eu tant de succès, est un des éléments de votre chute.

Maintenant que vous allez partir, vous vous empressiez de nommer vos amis à des hauts postes dans la Fonction publique. Vous avez, en effet, changé 80 ambassadeurs – du jamais vu sous la Vè République ! –, à deux mois de la fin de votre mandat. Il faut plaire à ses amis. Un exemple ? En Chine, vous allez débarquer l'actuel ambassadeur pour y nommer un de vos amis de la promotion Voltaire de l'ENA, ami qui est à deux ans de la retraite. Il va donc ne rester en poste que deux ans. Que pourra-t-il faire ? Il aura le titre et les émoluments d'un ambassadeur. Exemplaire ! Je ne compte pas les autres nominations dans la haute Fonction publique qui sont très nombreuses, il faut bien recaser ses amis.

Je pourrais ainsi allonger la liste de vos exemplarités.

La France sort meurtrie de votre quinquennat. Les banlieues s'enflamment, les déficits s'accumulent, le chômage n'a de cesse d'augmenter. La France est détruite. Mais vous avez été, à en croire vos dires, exemplaire... Vous auriez mieux fait de ne rien dire et de partir sans tambours ni trompettes.

Les Français ont (chèrement) payé vos frasques et ont assisté béats à vos révélations ubuesques, ainsi qu'à vos nominations inappropriées. Ils sont dégoûtés.

Adieu, Monsieur le Président exemplaire.

Bernard Debré
Ancien ministre
Député de Paris